



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

**Arrêté n° PCICP2023353-0004**

de mise en demeure de M. Tony DUPONT dont l'installation est située sur le territoire de la  
commune d'UNIENVILLE

---

La préfète de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 août 2023 établi à l'issue de la visite d'inspection du 5 mai 2023 ;

**VU** le courrier avec accusé de réception du 9 août 2023, transmettant le rapport susvisé auquel a été annexé le projet d'arrêté de mise en demeure à M. Tony DUPONT, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative ;

**VU** l'absence de remarques de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexée à l'article R. 511-9 prescrit notamment :

« Rubrique 2760 :

2760 - Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :

1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4 (A-2)

2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :

a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540 (E)

b) Autres installations que celles mentionnées au a (A-1)

3. Installation de stockage de déchets inertes (E)

4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique (A-2)

Pour la rubrique 2760-4 :

Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.

Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t » ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté la présence de nombreux déchets stockés sur la parcelle (déchets présumés inertes, plastiques, bois, déchets verts, métal...) ;

**CONSIDÉRANT** que ces déchets sont disposés et compactés, de manière à recouvrir la forêt et sa végétation, au moins 3 mètres en contre-bas de la partie haute du site ;

**CONSIDÉRANT** que cet aménagement permet à l'exploitant d'agrandir la surface exploitable de son terrain sur la partie haute, et qu'il y tire par conséquent un avantage ;

**CONSIDÉRANT** qu'un agent assermenté de l'Office français de la biodiversité, sollicité par l'inspection des installations classées, déclare que le site est exploité par M. Tony DUPONT ;

**CONSIDÉRANT** que M. Tony DUPONT reconnaît l'exploitation de l'installation ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas déposé de dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ne possède pas d'arrêté d'autorisation pour son installation ;

**CONSIDÉRANT** que les déchets présents sur site occasionnent un préjudice paysager, sont susceptibles de provoquer une pollution des sols et des eaux souterraines et de surfaces, et de dégrader l'espace forestier dans lequel les déchets sont placés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure M. Tony DUPONT de respecter les prescriptions auxquelles elle a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure au titre de l'article L. 171-7 du code de l'environnement**

M. Tony DUPONT, dont le domicile est situé 5 rue d'Herbe à UNIENVILLE (10190), ci-après dénommé l'exploitant, est mis en demeure pour son site exploité Parcelles 000 / OC / 0118, 0119 et 0219 à UNIENVILLE (10190), de régulariser sa situation administrative dans un délai de 6 mois.

### **Article 2 : Mesures conservatoires**

Dans l'attente qu'il soit statué sur la situation administrative du site, l'exploitant cesse immédiatement de recevoir tout déchets et, dans un délai de 2 mois, procède à la clôture du périmètre de son installation.

### **Article 3 : Sanctions**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Notification et publication**

Le présent arrêté sera notifié à M. Tony DUPONT.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **19 DEC. 2023**

Pour la préfète et par délégation,  
Le secrétaire général

Mathieu ORSI



**Délais et voies de recours :** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.